

# IL N'Y AURA PAS DE RÈGLEMENT DE COMPTE À OK CORRAL !

" Il y a autre chose que je voulais vous dire Sénateur :  
ne pissiez pas sur mes bottes en me disant qu'il pleut"  
Josey Wales hors la loi -

**E**N JUIN DE CETTE ANNÉE, nous avons envoyé une lettre ouverte à Yannick Rousselet, responsable des campagnes sur le nucléaire à Greenpeace France. Plus qu'une adresse à Yannick Rousselet ou à Greenpeace, cette lettre était surtout un prétexte pour rappeler qu'il y a toujours des cogestionnaires, pompiers volontaires cherchant à circonscrire le moindre départ d'incendie, la moindre étincelle de révolte. Le but n'était donc ni de débiter un dialogue, ni d'entretenir une polémique. Comme le remarque Yannick Rousselet, nous avons autre chose à faire. Lui, faire rayonner la Commission Locale d'Information de la Manche, éclairer ses « amis » du Haut comité à la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire ou préparer quelques actions coups de poing prêtes à l'emploi pour I-télé ou BFM. Nous, plus modestement, reprendre notre beaucoup moins épique travail d'échange avec nos compagnons et compagnonnes de lutte, notre blabla de réunions comme Rousselet le nomme, et nos activités beaucoup moins publicisées<sup>1</sup>.

En septembre dernier, alors qu'un train de déchets suisses provenant de Grande Bretagne était en partance au terminal ferroviaire de Valognes, un mystérieux dépôt de bonbonne de gaz sur la voie ferrée Cherbourg-Paris perturbe durant quelques heures le trafic. En gare de Valognes, des agents SNCF incitent des voyageurs excédés à s'en prendre à Greenpeace plutôt qu'à notre glorieuse et grande Société Nationale des Chemins de fer Français. A priori, pour certains salariés de la SNCF, la lutte des classes et contre l'Etat-patron n'est plus vraiment d'actualité... quant à l'objet de leur taf et la nature des colis qu'ils transportent, ils s'en cognent comme de leur premier contrôle de la PAF...

A cette occasion, Yannick Rousselet s'illustre à son tour. Devançant l'instruction que ne manquera pas de lancer la section antiterroriste, il désigne déjà sur la radio locale France Bleue Cotentin les fauteurs de trouble : une mystérieuse mouvance antinucléaire aux contours un peu flous. Bien évidemment, il n'oublie pas de se dissocier immédiatement de la dite mouvance :

*« Bien évidemment, il y a un lien évident entre le départ du train au départ de Valognes et la présence de ce matériel sur les voies ferrées, (...) simplement nous avons clairement dit que nous ne nous opposerions pas à ce transport [Note : Greenpeace et une partie des opposants et opposantes locaux ne s'opposent pas aux retours des déchets nucléaires dans leurs pays d'origine.], que nous n'avons pas l'intention de perturber, maintenant il existe des mouvances différentes dans les mouvements antinucléaires et il n'est pas à exclure que des gens aient voulu exprimer leur désaccord avec le nucléaire par cette méthode, ce n'est pas la nôtre. »*

**Interview de Yannick Rousselet à France bleue du 16 septembre 2015.**

Pour informer de l'acte dont la presse se fait l'écho en boucle et de la prise de position de notre « consultant », et prévenir de leurs éventuelles conséquences, nous décidons de faire suivre un article de la presse mainstream publié sur le site libertaire caennais *Sous la cendre*, et faisons suivre notre « prose » vieille de quelques mois - *Il était une fois la cogestion* -, non parce que nous tenions

<sup>1</sup> Nous ne nous en plaignons pas du reste, tant ceux et celles qui décident ou non d'éclairer telle ou telle pratique sont nos ennemis, soit par la main qui les nourrit et les censure à l'occasion, soit par l'idéologie qui les porte.

« absolument à faire de la publicité pour celle-ci à l'occasion d'événements d'actualité » comme le sous-entend aujourd'hui Rousselet, mais pour rappeler d'où notre salarié de la multinationale de l'écologie parle. Et comment il récidive.

A la suite de cet envoi, notre mail a été posté sur une liste de diffusion militante. Nous avons appris bien plus tard que l'intéressé avait envoyé sur cette même liste collective, une réponse qui ne nous a pas été adressée directement, comme notre propre lettre ouverte à son encontre ne lui était pas plus adressée quelques mois plus tôt. D'ailleurs, nous n'avons jamais reçu sa missive. Mais quelques « amis » énervés par son contenu nous l'ont fait suivre. Nous la joignons avec quelques précisions et remarques qu'elles ont suscitées chez nous. Pas seulement pour continuer à blablater, comme dirait notre cher Yannick Rousselet, mais pour lever quelques ambiguïtés que notre premier texte semblait avoir soulevé et qui nous sont revenues aux oreilles. Et ce, pas seulement de la part de notre professionnel de l'activisme.

Nous joignons à ce texte la réponse qu'il a cru bon de nous adresser, sur une liste de diffusion à laquelle nous ne participons pas. Notons au passage un sens du jeu de mots et du western qui ne nous laisse pas insensible, mais qui mériterait à notre goût davantage de dextérité. Nous préférons définitivement « *Il était une fois dans l'ouest* » à « *Laura des villes* » et « *Emilie de vin* ». Mais notre propension au « *comique troupier* », ne fait pas de nous des experts... Nous joignons également la réponse que lui a faite *le Pirate* toujours sur cette même liste de diffusion où ont eu lieu ces échanges. Nous remercions d'ailleurs ce dernier de ne pas nous avoir laissés seuls affronter cette mise au point qui nous semble toujours aussi nécessaire après quelques mois. D'autres s'y sont collés plus directement où l'avaient fait en leur temps. Il y a par contre des silences qui en disent long...

## A fond la forme<sup>2</sup>.

COMMENÇONS PAR LA FORME. C'est surtout de ce côté que nous remonte objections et malaises. Quelques lecteurs et lectrices de notre lettre ont vu dans notre utilisation de pseudonymes, une lâcheté et la volonté de ne pas assumer nos propos et de jouer pour l'occasion aux « corbeaux ». C'est sur un registre sensiblement identique que le principal intéressé répond. C'est ainsi que nous apprenons que nous serions des « lâches » de nous cacher derrière des pseudos. Mais pour notre professionnel de l'enfumage, il s'agit surtout de faire diversion. Parler de la forme, c'est éviter de répondre sur le fond.

Notre « *chargé de campagne nucléaire* », qui veut des noms et surtout des « *visages découverts* », sait très bien d'où cette adresse peut venir. Il n'y a pas tant d'antinucléaires actifs et sur nos positions à Caen. Cet anonymat est d'autant plus fictif que nous préparons par ailleurs un bouquin sur la nucléarisation du Cotentin, que nous présenterons publiquement lorsqu'il sera édité. Yannick Rousselet pourra donc enfin satisfaire sa manie du relevé d'identité. Ce n'est ni pour nous cacher, ni pour faire le « *corbeau* » que nous avons décidé d'user de pseudonymes. Qu'on se rassure, même si elles reviennent à la mode et malgré un goût certain pour les rutabagas, les topinambours et le marché noir, les années 40 n'ont jamais été nos années de prédilection. Ce n'est pas plus pour jouer les « *invisibles* » ou portés par l'illusion que derrière nos pseudonymes nous pourrions échapper aux veilles documentaires d'AREVA ou de la DGSII. Nous assumons nos positions. Même s'il est tout aussi honorable de vivre planqué.

Il n'est pas étonnant qu'un militant arpétant les plateaux télé ait du mal à piger ce recours à l'anonymat. Mais il n'est pas seul en la matière. D'autres militants et militantes ont exprimé ce même besoin. Pour se rassurer, cataloguer, ou par peur de règlements de compte sordides. Pourtant, pour nous, c'est une manière de porter concrètement une position antiautoritaire à 10 000 lieues des représentations de Yannick Rousselet. En effet, une forme d'activité anonyme n'appartient à personne, n'a ni propriétaires ni maîtres. Non seulement l'anonymat complique le travail des flics et de tous nos ennemis, mais il nous protège surtout contre nous-mêmes et la soif de reconnaissance qui sommeille en chacun et chacune d'entre nous. Il permet également de défaire les autorités d'a priori. Celles dont justement usent nombre de militants, et plus rarement les militantes,

<sup>2</sup> Merci pour ce titre au compagnon à qui nous l'avons chipé et qui se reconnaîtra sans doute... titre d'un texte en souffrance que nous ne désespérons pas de lire un d'ces quatre.

professionnel-le-s. Comme Yannick Rousselet qui fait de son CV chargé et de l'hypothétique vacuité du nôtre son seul cheval de bataille. Âgisme et virilisme, les meilleurs moyens de détourner l'attention et de clore le débat.

Nous ne sommes d'ailleurs pas pionniers en matière d'anonymat, que ce soit en politique ou en littérature. Il y eut même des mouvements et des luttes qui s'inventèrent des chefs fictifs pour mieux les tenir à distance. Les « Nu-pieds » de la baie du Mont-St-Michel et de Caen s'inventèrent Jean Nu-pieds. Les luddites, Ned Ludd. Jamais pris, jamais pendus, jamais chefs, ils ne disparaissaient jamais, ne commandaient pas davantage.

PLUS QUE SON ANONYMAT, ce que certains et certaines reprochent au texte, c'est de ne pas préciser d'où il parle et de laisser chacun et chacune pris dans un brouillard aussi épais que celui qui englobait le départ des déchets allemands vers Gorleben, dans le bocage de Valognes en novembre 2011. Précisons donc tout de même un peu d'où nous parlons. Non pour répondre à l'injonction qui nous est faite, ni pour se bâtir nous-mêmes un CV respectable qui ferait autorité, mais pour éclairer un peu notre propos.

L'un comme l'autre, nous avons grandi dans le nord-Cotentin, dans des familles antinucléaires. Nous sommes nés au pays de l'atome. Notre jeunesse a été traversée et structurée par les grands chantiers de l'extension de l'usine atomique de la Hague et la construction de la centrale de Flamanville. A mesure que ces infrastructures s'étendaient sur les landes et les falaises, des vies étaient balayées ou aménagées. Pour l'un d'entre nous, l'occupation du site, les affrontements, les perquisitions ont été un décor d'enfance. S'y glanait alors la force irrésistible de la lutte lorsqu'elle se joue coude à coude, et une rage tenace contre l'Etat et l'industrie nucléaire. Puis vint le temps des défaites et le goût amer qu'elles laissèrent en bouche et dans nos jeunes synapses. Nous avons tous deux vécu comment à mesure qu'il s'installait en Cotentin, le nucléaire est devenu un sujet tabou, dans un pays où tout le monde a commencé à avoir des proches bossant directement ou indirectement pour lui. Nous avons vu comment tout autant que les paysages, le nucléaire structure des dispositifs sociaux dans lesquels même son opposition se retrouve engluee. Nous avons senti croître avec le temps résignation et soumission.

C'est de cette époque d'où nous parlons. Une époque où la difficulté à porter une position de rupture avec l'existant est devenue d'autant plus forte que le pays est de plus en plus massivement perfusé au militaire, à l'Etat, au nucléaire, et que s'est enkysté un profond maillage de relations sociales. Parce que comme le disait Piotr Kropotkine : « *des structures fondées sur quelques siècles d'histoire ne peuvent être détruites par quelques kilos de dynamite* », ou par un événement ou un scandale de quelque nature que ce soit. Que ce soit par un blocage de convois de déchets ou la révélation d'un excès de leucémies infantiles<sup>3</sup>. Ce n'est d'ailleurs peut-être pas pour rien que malgré notre combat contre l'atome, nous nous sommes éloignés du Cotentin.

Nous connaissons donc assez bien les groupes et organisations qui s'opposent au nucléaire ou à sa toute-puissance dans la presqu'île. Nous en connaissons également les difficultés : l'isolement, la stigmatisation, le poids des défaites... Même si nous avons partagé à l'occasion avec eux des moments, et continuerons d'en partager avec certains d'entre eux, nous ne sommes pas de leurs militants et militantes. Tout autant qu'avec le nucléaire, nous voulons en finir avec le monde tel qu'il est aujourd'hui, dont le nucléaire est l'un des avatars. Un avatar des plus stratégiques, des plus structurants et des plus durables. Mais nous continuons de penser qu'on ne peut se défaire du nucléaire qu'en se défaisant dans le même temps du monde qui le produit. L'une comme l'autre, nous nous revendiquons anarchistes et révolutionnaires. Et nous avons sûrement à ce titre notre petite fiche S aux services de renseignement.

SOMMÉS DE LISTER NOS ACTIONS CONCRÈTES et nos engagements, nous ne céderons pas à cette compétition. Il faudrait non seulement un minimum de confiance avec Yannick Rousselet, ce qui n'est évidemment pas le cas, mais également que l'on veuille faire office de breloques militaires qui nous feraient alors office de médailles. Toutefois, notre « *chargé de campagne* », à qui ses propres médailles ont fourni l'occasion de se trouver un job, ne se trompe pas sur un point : nous n'étions pas des actions d'occupation et de blocage des années 1970. Lors de ces manifs, notamment lors des

<sup>3</sup> Ce qui ne veut pas dire à contrario que, comme la dynamite, de tels événements ou scandales n'aient pas un impact.

passages successifs du Pacific Fisher<sup>4</sup>, l'un de nous avait trois ans, et l'autre n'était pas encore né. L'arithmétique a des lois un peu obtues, et nos âges respectifs nous interdisent d'avoir été de ces actions.

Nous croyons donc, une fois n'est pas coutume, Yannick Rousselet sur parole quand il dit que le wagon placé sur les rails pour bloquer les déchets nucléaires n'a jamais été couché, mais a été déraillé. Autant pour nous. Les photos d'archive de Michel Briégel<sup>5</sup> qui agrémentent cette nouvelle lettre, ainsi que celles que s'apprête à publier le CRILAN pour ses 40 ans en témoignent. A l'époque on ne badinait pas avec le débalastage. Notons au passage que l'âgisme du vétéran qui revendique toutes les batailles est assez caractéristique des cogestionnaires bien installés : s'appuyer sur le passé pour ne pas évoquer les dérives du présent.



DE LA MÊME MANIÈRE, NOUS CONVENONS DES LIMITES DE LA FORME CHOISIE, celle d'une lettre ouverte, mettant en cause une personne. Retracer ainsi les dédales d'une vie militante donne l'impression malsaine de construire un dossier à charge. Et comme nous n'avons ni le goût des instructions, ni celui des procès, ni même celui du renseignement, ça nous laisse nous aussi une impression étrange. Pour autant, nous n'oublions pas comment le procureur de Cherbourg dans l'affaire des porte-paroles de *Valognes Stop Castor*<sup>6</sup> s'appuya sur les déclarations de Yannick Rousselet pour porter son accusation. Nous n'oublions pas également comment il n'y eut de la part de Greenpeace, à cette occasion comme à d'autres, non seulement aucune solidarité face à la répression, mais *a contrario* une tentative pour déstabiliser les formes de solidarité qui s'exprimaient de la part d'autres groupes. Ce sont là des « instructions » qui peuvent porter davantage à conséquence que la nôtre. Nous sommes sûrs que Yannick Rousselet, du haut de ses jours et semaines d'expérience en cellule et de ses perquisitions, dont il semble devoir nous informer, s'en remettra.

Pourtant, et nous nous y attendions, en politicien habile, Rousselet renverse les rôles. Nous sommes les agresseurs, il est la victime. Nous sommes les diviseurs, il est celui qui unit. D'ailleurs, s'il nous invite à participer avec le CANO<sup>7</sup> à la préparation du rassemblement de Siouville en 2016 avec

<sup>4</sup> Il y a eu deux passages du Pacific Fisher d'où le raccourci « lors des venues des Pacific Fisher » dans notre premier texte. Le premier de nos « révisionnistes ».

<sup>5</sup> Michel Briégel est un ancien militant de la ligue communiste devenue après dissolution la LCR. Sur un site, il archive de nombreuses photos des luttes qu'il a traversé : des luttes ouvrières de Dormeuil, Babcock, l'arsenal, du CEA aux luttes antinucléaires. On trouve sur ce site pas mal de photos de l'occupation du site de Flamanville en 1978, pas mal d'autres des tentatives de blocages des déchets étrangers : <https://picasaweb.google.com/116791272402608942769>

<sup>6</sup> Quelques mois après le blocage d'un train de déchets en partance pour Gorleben par plusieurs centaines de personnes mobilisées autour de l'initiative Valognes Stop Castor, les portes paroles médiatiques de l'initiative sont arrêtés, perquisitionnés et passent finalement en procès au tribunal de Cherbourg.

<sup>7</sup> Coordination antinucléaire du nord ouest qui organise un rassemblement antinucléaire pour l'automne 2016 près de

ses amis d'EELV, ceux-là mêmes qui se sont abstenus sur le vote sur l'EPR au conseil régional de Basse-Normandie, marquant un signal fort pour la relance du nucléaire en Cotentin, c'est qu'il sait que nous ne nous associerons pas à de telles alliances de circonstances entre militants et militantes sincères d'une part et écolocrates chevronnés prêts à dénoncer leurs petits camarades d'autres part. Si nous participons à cette mobilisation, ce ne sera pas en co-organisant cette initiative avec de si improbables partenaires. Non, contrairement à ce que claironne notre Kaliméro, tout ceci n'est vraiment pas trop « *inzuste* », c'est dans l'ordre des choses lorsque l'on prend des positions comme les siennes. Une sorte d'effet boomerang.

Le danger de centrer une critique sur une personne, c'est également celui d'occulter des logiques de cogestion plus larges et le fait que des Yannick Rousselet, il y en a plein. Le risque devient alors d'autant plus grand que tout n'en reste qu'à une histoire d'amitié, de sincérité, d'engagement, de lignes de CV, et autres considérations individuelles qui effacent les processus, et que tout soit renvoyé à des querelles interpersonnelles. Mais si les processus à l'œuvre ne sont pas juste portés par des gens comme Rousselet, ils s'incarnent également dans des personnes qui agissent. Ce qui nous semblait important de partager à travers l'histoire de Yannick Rousselet, c'était son caractère exemplaire. Comme il y a des agents de l'économie que sont les Bolloré, Laguardère et autre Pinault et leurs supplétifs universitaires et journalistiques, il y a des agents du *citoyennisme*.

## Maintien de l'ordre, maintien d'un Monde.

CONTRAIREMENT À CE QUE PEUT LAISSER CROIRE YANNICK ROUSSELET, ce ne sont ni ses engagements initiaux d'antinucéaire, ni ceux du CCPAH que nous attaquions dans notre lettre ouverte de juin dernier. Mais à force d'effacer du paysage cette histoire de l'action directe antinucéaire et d'en criminaliser les auteurs d'aujourd'hui, comme il le fait, on s'expose à ce genre d'effacement mémoriel. C'est bien parce que cette histoire est largement enfouie et oubliée, y compris par ses protagonistes les plus médiatiques, que nous avons commencé à nous y intéresser sérieusement.

Nous avons d'ailleurs une complicité réelle avec cette époque. Une époque où les militants et militantes du CRILAN et du CCPAH, les occupant-e-s de la case déserte<sup>8</sup>, les militants de la CFDT-Hague se bâtant contre leur vocation de viande à rem, les déballasteurs et déballasteuses du Pacific Fisher œuvraient toutes et tous directement et souvent et principalement sans médiation.



Diellette et du chantier EPR de Flamanville.

<sup>8</sup> La Case déserte était une bicoque qui jouxtait le site de l'ancienne mine de fer de Flamanville. C'est sur ce site qu'EDF envisageait après l'excavation des tonnes de granite de la falaise de construire sa centrale nucléaire. Le site est occupé un mois durant avant d'être repris au petit matin par quelques 200 mobiles et CRS en 1978.



Le ralentissement d'un convoi de déchets nucléaires à Valognes, puis la lutte du Chefresne contre la ligne THT, ont été pour nous l'occasion de renouer de manière plus massive avec l'action directe sous toutes ses formes sans supériorité des unes sur les autres. Elles étaient le prolongement de notre investissement dans une opposition au cœur des luttes antinucléaires contre la THT, dans les rassemblements post-Fukushima, dans les interruptions de débats publics et dans une et mille manières discrètes ou plus ouvertes de s'opposer au nucléaire, à certains de ses complices, à certaines formes d'intégration de sa contestation. C'était également pour nous l'occasion sur ce terrain spécifique de prolonger nos résistances à bien d'autres offensives de l'Etat, du capital, du patriarcat... Nous avons d'autant plus de complicité avec cette époque, que nous savons encore un plus depuis la lutte du Chefresne, ce que c'est de voir un lieu défendu être occupé militairement, de voir le paysage changer radicalement au fur et à mesure de l'avancée de chantiers ravageurs.

Comme le disait en 2012, un texte du CRAN à la veille du camp de Montabot :

*« C'est en tout cas ce que ces derniers mois nous ont appris, au travers de ces moments informels au détour d'un repas commun ou d'une nuit de veille, cette étrange ferveur qui nous lie soudain dans ce goût de résister au monde qui se déploie sous nos yeux et qui s'érige au détour d'un pylône. C'est ce lien subversif au cœur des luttes qu'il s'agit d'entretenir et de partager plus largement. Il est au moins aussi important que la nécessité d'abattre une ligne en cours de construction. C'est cette opposition tangible au monde tel qu'il tourne au désastre, sans représentant-e-s, ni chefs que nous pouvons espérer propager. »*

***THT et retour d'expérience, Collectif Radicalement Anti-Nucléaire, juin 2012.***

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir qu'il y a bien du commun entre l'occupation du site de construction de la centrale nucléaire de Flamanville et sa cahute, la « case déserte », et l'occupation du bois du Chefresne ou de cabanes sur la ZAD. Il faudrait être tout aussi aveugle pour ne pas voir du commun entre Malville, Montabot ou Sivens, et les carnages policiers qui y firent leur sale office à coup de grenades offensives. Il faudrait être enfin aveugle ou politicien pour ne pas voir ce qu'il y a de commun entre un émeutier cherchant à bloquer un transport de déchets radioactifs en 1979 à Cherbourg, un second émeutier laissant exploser sa rage après la mort de Rémi Fraisse dans les rues de Nantes ou de Toulouse, ou un troisième cherchant à briser les vitrines de ce monde déjà trop vieux dans les rues de Seattle, Prague, Gênes ou Milan ces dernières décennies.

En 1979, *La crasse de la Manche*, journal du CCPAH dont nous avons déjà repris cet extrait d'article dans *Il était une fois la cogestion*, décrit ces « autonomes par nécessité » :

*« Les quelques jours qui ont suivi l'arrivée du Pacific Fisher à Cherbourg ont vu éclore un certain nombre de communiqués dans les colonnes des journaux locaux. Emanant de diverses organisations presque tous ces articles revenaient sur les événements qui eurent lieu sur la voie ferrée. La plupart des signataires se désolidarisaient des « éléments incontrôlés » pour certains, « autonomes » pour d'autres. Ces propos employés d'ordinaire par les forces de l'ordre ou la presse bien pensante ont été utilisés par des organisations qui feraient bien de réfléchir en deux fois avant de porter de tels jugements. En effet, il nous a semblé que ces autonomes n'étaient pas des êtres venus d'ailleurs, mais bien souvent des militants connus, membres à part entière de divers syndicats, partis ou associations. Si par malheur, ces camarades se retrouvaient un jour devant un tribunal, les juges sauront se servir des déclarations de certains pour mieux condamner ceux qui par leur action ont su compenser la carence des 182 sur le terrain. Le préfet s'est déjà servi des jugements de la CGT, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Nous ne pouvons être d'accord avec de tels comportements surtout de la part de quelque organisation que ce soit des 18. »*

***Autonomes ?... par nécessité ! – La Crasse de la Manche, Novembre 79.***

Sur les voix ferrées de la Salines à l'ouest de Cherbourg, ce sont pèles-mêles pêcheurs, agricultrices et agriculteurs opposés à la construction de la centrale de Flamanville, ouvriers et ouvrières de Babcock en voix de licenciement, syndicalistes du CEA qui refusent que leurs conditions de travail se détériorent encore davantage avec le retraitement des déchets étrangers à La Hague, ouvriers de l'arsenal de Cherbourg refusant l'atome ou les flics, lycéens et lycéennes, antinucléaires et révolutionnaires de tous poils qui se retrouvent et s'opposent au passage d'un transport de déchets radioactif en provenance du Japon et à destination de La Hague. Les heurts sont violents. Quelques débordements « d'encagoulé-e-s » dirait-on aujourd'hui.

Dans les émeutes urbaines d'aujourd'hui, c'est à l'identique de jeunes prolétaires ou précaires, des syndicalistes indociles, des militants et des militantes et des révolutionnaires qui affrontent les forces de l'ordre. En 2012, un émeutier de Seattle écrit :

*« J'appartiens à la génération la plus pauvre depuis la Grande Dépression. Je suis né au moment où l'histoire finissait. J'ai assisté à la croissance extatique des années Clinton, puis au retour à la stagflation sous Bush et Obama. Les membres de ma génération n'ont aucun espoir de vivre mieux que leurs parents. Nous avons hérité d'une économie stagnante, d'un environnement au bord de l'effondrement, d'un système politique créé par et pour les riches, et d'une culture atomisée par une consommation délirante. Nous sommes aussi ceux qui avons été frappés le plus durement par la récente crise économique. (...)*

*Cette restructuration économique a également provoqué une concentration spatiale de l'activité économique aux États-Unis. Certaines zones métropolitaines ont tiré leur épingle du jeu en se transformant en plateformes pour des systèmes logistiques globaux, fusionnant industries high-tech et services aux fabricants. Quelques-unes sont même devenues des « joyaux » urbains, en concentrant le « capital culturel » et en redessinant leurs cœurs de villes (nettoyés des populations « indésirables ») afin d'attirer les touristes et dignitaires étrangers.*

*À l'inverse, de larges pans du pays ont été tout simplement laissés en friche. L'économie informelle s'y est largement développée – s'alignant sur une tendance générale, plus visible, celle de la croissance mondiale des bidonvilles.*

*Je suis originaire de l'une de ces friches. L'essentiel du travail disponible y est informel ; et quand il ne l'est pas, il s'agit d'industries polluantes. Quant aux taux de pauvreté, de chômage, de maladies chroniques, d'illettrisme et de maladies mentales, ils y sont souvent deux ou trois fois supérieurs à la moyenne nationale. J'ai été élevé dans un mobile-home stationné en plein cœur de l'un des plus pauvres comtés de la côte Ouest. Si bien que ces changements structurels ne sont pas pour moi des abstractions académiques, mais une réalité bien palpable. Je viens de cette partie de l'Amérique – sa plus grande part – où la marijuana est la plus rentable des cultures et où les ados engloutissent du Special K comme si c'était des céréales. L'unique revitalisation qu'il m'ait été donnée de voir concernait une entreprise abandonnée reconvertie en meth lab.*

*J'ai été l'une des rares personnes de mon milieu à pouvoir étudier suffisamment pour me*



payer un ticket de sortie. Mais dès mon arrivée à Seattle, et malgré mon diplôme, je n'ai eu droit qu'au pire du marché du travail. Plutôt qu'un membre de la jeunesse périurbaine utilisant Seattle comme « terrain de jeu » (ainsi que les commentateurs ont qualifié les émeutiers), j'étais en réalité l'un de ces nombreux travailleurs invisibles dont la ville dépend – qu'il s'agisse de décharger des marchandises sur les quais, de travailler dans les entrepôts au Sud du comté, de nettoyer les immenses immeubles de bureaux du centre-ville ou (dans mon cas) de trimer dans une arrière-cuisine.

À l'époque des émeutes, je travaillais pour dix cents de plus que le revenu minimum dans une cuisine industrielle du Sud de Seattle, où nous produisions des milliers de sandwiches préemballés et des salades à destination des cafés haut de gamme du centre-ville et des immeubles de bureaux. Il est probable que les commentateurs hystériques de Kiro-TV, ceux-là même qui affirmaient que des « bandes de l'extérieur » avaient surgi du cœur du chaos pour retourner Seattle, mangeaient régulièrement la nourriture que j'étais misérablement payé à préparer.

Malgré ses prétentions post-industrielles, Seattle, comme d'autres villes globales, s'appuie sur ce qu'on appelle la dualité du marché du travail. L'étage supérieur – travail qualifié, production culturelle, finance et services – en surplombe un autre, sinistré – travail payé au salaire minimum, turn-over élevé et infimes chances de promotion.

Cela crée un problème spatial fondamental propre au capitalisme : malgré l'externalisation des métiers les plus dangereux de l'industrie et de l'extraction des ressources, les riches ne peuvent jamais entièrement se séparer des pauvres. Diverses méthodes de gestion de ces derniers ont donc pour fonction de garantir la coexistence : l'extension de la surveillance, de l'incarcération et de la déportation, la militarisation de la police, le soft power anesthésiant des fondations philanthropiques, la justice sociale des ONG, l'action des syndicats conservateurs et de divers autres proxénètes de la misère. La révolte est ce qui advient quand toutes ces médiations échouent. Dans une période de crise et d'austérité, c'est souvent le cas.

Afin de dissimuler l'objet de la révolte à ceux qui n'en étaient pas, les médias nous ont dépeints comme extérieurs à la ville et ont continuellement déformé les faits. Il s'agissait de masquer un fait évident : les casseurs du palais sont en réalité ses serviteurs. »

**Why Riot, Phil A. Neel, Article 11, repris de Fire to the prison.**

A chaque époque, malgré des différences substantielles indéniables, il y a une rage et une stigmatisation similaires et le même type de protagonistes. D'ailleurs, à part nous dire qu'il était de ces moments, qu'il a écrit pour la *Crasse de la Manche* dont est extrait le premier texte, Yannick Rousselet ne dit rien du pourquoi il soutenait le déballastage de 1979 et condamne celui de 2011 dans le bocage valognais. Il nous donne d'autant plus à voir son engagement de l'époque qu'il lui sert à ne pas évoquer la nature de celui d'aujourd'hui. A masquer ce à quoi il a renoncé.





LA NON-VIOLENCE N'EST QU'UN ALIBI, puisque le niveau de confrontation d'hier et d'aujourd'hui n'est ni différent, ni véritablement choisi par les manifestants et les manifestantes. Ils et elles subissent aujourd'hui comme hier ce que l'Etat et ses zélés serviteurs sont en mesure ou ont besoin d'appliquer. C'était déjà le cas en 1979 lors de la venue du Pacific Fisher. Des voltigeurs<sup>9</sup> sillonnaient les rues, des tirs tendus visaient les têtes... C'est encore le cas à Valognes et Montabot, où l'opération Gilbert montée par la gendarmerie visait à siffler la fin de la récréation. Les corps peuvent alors être criblés de l'impact du métal brulant des débris de grenades offensives, les yeux visés par des tirs de Flash Ball LBD ou de grenades. Tout ce qui annonçait depuis quelques années déjà la mort de Rémi Fraisse et tout ce qui fait déjà son office dans des opérations plus quotidiennes de mise au pas des classes dangereuses.

D'ailleurs, la plupart des luttes dans lesquelles nous nous engageons comme celles d'hier sont traversées par des stratégies de lutte différentes qui vont des blocages et des occupations non-violentes aux sabotages, en passant par les affrontements. Mais ce que l'usage de la non-violence produit lorsqu'il devient une idéologie, c'est l'invisibilisation de ce qu'il voulait rendre manifeste : la violence d'Etat et celle du capitalisme.

En effet, lorsque la non-violence idéologique condamne la « violence » d'autres franges du mouvement, lorsqu'elle la rend responsable de l'intensité de la violence de l'antagonisme, elle masque la violence plus insidieuse portée par l'Etat et le capital. Et ce pas seulement lorsque Valls et Vinciaturent un bocage de flics, mais également toutes ces violences plus quotidiennes et diffuses. Celles qui transforment nos vies en chantiers administrables par pôle emploi, la PAF, nos DRH, ou la pénitencier. Il y a bien plus de violence dans la marchandise qui abrite une vitrine, de la plus-value qu'elle vole à ceux et celles qui l'ont produit, à la violence de sa production même, en passant par le monde qu'il a fallu bâtir et qu'il faut maintenir pour qu'elle continue d'exister, que dans le bris de cette vitrine. Il y a également plus de violence dans ces transports de matière radioactive qui traversent nos villes et nos campagnes et charrient avec eux les irradiés invisibles des mines d'Arlit au Niger, les Touaregs exterminés pour les besoins de la cause, les intérimaires trimballés de soudures en déchargements de tranche que dans quelques armoires électriques incendiées, quelques voix ferrées déballastées et quelques GM caillassés. L'indistinction de la nature de la violence, portée dans un cas pour maintenir en joue et maintenir le monde tel qu'il est, et dans l'autre pour se libérer de ce joug participe à nous confiner dans le brouillard. C'est dans cette brume épaisse que Rousselet et ses aficionados tentent de nous maintenir.

Ce que l'idéologie de la non-violence finit le plus souvent par fabriquer, c'est l'idée pourtant maintes fois démentie que le degré de violence des manifestants et des manifestantes détermine son usage par les forces de l'ordre. Pourtant, le laboratoire du maintien de l'ordre qu'a été la lutte antinucléaire nous a plutôt appris l'inverse. Les forces de l'ordre ont administré avec la même sauvagerie leurs savoir-faire aux différents modes opératoires qu'ils ont rencontrés. En novembre 2004, lors d'un retour de déchets de Valognes vers l'Allemagne, les impératifs économiques faisant loi chez nos marchands de déchets, ils décident de reprendre du temps perdu suite à une série de blocages. Les mesures de sécurités sont donc bâclées sur le tronçon Paris-Strasbourg et à Avricourt, non loin de Nancy, le train happe Sébastien Briat, un militant antinucléaire qui a tenté de « s'entuber » sur les voix. L'hélico au ravitaillement pour faire le plein de kérosène, le train a continué sa route à vive allure pour diminuer le retard accumulé. N'ayant pas repéré les avertissements d'une équipe de complices postée quelques kilomètres en amont, Sébastien est percuté avant qu'il n'ait réussi à se dégager et décède<sup>10</sup>. Quelques années plus tard en 2010, des

<sup>9</sup> Les voltigeurs étaient des équipes grimpées sur des motos qui comprenaient à l'avant un conducteur, à l'arrière un matraqueur. En 1986, lors d'affrontements post-manifs étudiantes ce sont des équipes similaires qui sillonnèrent le quartier latin. C'est après la mort de Malick Oussékine qu'ils furent interdits. C'était tout autant pour ce qu'ils représentaient qu'ils le furent que pour leur fragilité. Les motos étaient certes mobiles mais également remplies d'essence et donc particulièrement sensibles aux jets de cocktails molotov. Les techniques de maintien de l'ordre dont la France, devenue une experte, exporte contenus et armement, ont depuis sensiblement changé. Si elles visent officiellement à contenir les assaillants, elles cherchent malgré tout toujours à mutiler. Le récent week-end contre l'usine d'armement de la police de Pont du Buis a tenté de matérialiser ce savoir-faire *made in France*.

<sup>10</sup> A ce propos on peut lire le témoignage de ses « *compagnes et compagnons de route* » sous forme de communiqué de presse publié entre autre à l'époque par le Réseau sortir du nucléaire. Ce fut selon leurs souhaits leur « *première et unique version des faits* ».

militants et des militantes antinucléaire du GANVA – groupe d'action non-violente anti-nucléaire – s'entubent une nouvelle fois. Pour les désincarcérer les flics utilisent une meuleuse circulaire métallique qui doit être refroidie régulièrement. Les tendons d'un compagnon sont sectionnés :

*« Le dispositif policier cache les enchainés derrière des banderoles et commence à découper à la meuleuse les tubes qui enchainent les militant-e-s aux voies, et qu'eux-elles seule-s peuvent actionner. Il faudra 3 heures trente pour les débloquer. Trois enchainés sont blessés lors de la désincarcération. Deux d'entre-eux par les brûlures occasionnées par la meuleuse. En effet, le même mobile s'occupera des différents enchainés. Certains seront insultés, intimidés, provoqués. Et lorsque ceux ci font part de douleurs dues aux brûlures, on leur répond qu'il n'avait pas à s'enchaîner. Bref, la routine des exactions policières. Finalement au bout de 3h30 les compagnon-ne-s sont tous désenchainé-e-s, Un des compagnons est emmené à l'hôpital. Nous apprendrons a posteriori que les tendons de sa main sont touchés. » **Blocage de train nucléaire de novembre : De la désobéissance à l'idéologie de la désobéissance. Braséro, journal libertaire caennais, Février 2011.***

Plus tôt, quand en avril 2007, des militants et militantes de Greenpeace occupent les grues du chantier EPR, ils et elles sont délogées au tazer. Ces actions non-violentes n'ont pas désamorcé la violence de l'Etat, qui comme de bien entendu a absous ses zélés défenseurs lors des procédures judiciaires qui ont parfois suivi ces affaires. C'est bien l'impacte d'une action que l'Etat réprime, ou c'est une ambiance qu'il impose pour défaire toute ambition subversive.

Cette illusion qu'au degré de violence des manifestants et des manifestantes répond un degré équivalent et proportionné de l'Etat n'est d'ailleurs pas dans la grille de lecture des figures historiques revendiquées par les défenseurs de la désobéissance moderne. Gandhi ou Luther-King<sup>11</sup> savent que l'Etat répondra par la violence aux actions non-violentes qu'ils contribuent à populariser. Gandhi en faisait d'ailleurs une arme tactique<sup>12</sup> dans un arsenal beaucoup plus vaste. Il ne réfutait pas pour autant l'usage de la violence dans des situations historiques spécifiques comme l'occupation nazie, et préférait les gens qui luttait que les spectateurs et spectatrices. Pour ces pionniers, il s'agit d'opposer à la violence légale et attendue de l'Etat, une non-violence asymétrique de masse à même de rendre ingouvernable la situation. La question n'est donc pas tant celle de l'opposition violence/non-violence, que celle de l'opposition à des positionnements qui utilisent des références non-violentes pour neutraliser la violence dont l'Etat fait lui-même usage. Non la violence d'émeutiers et d'émeutières n'est pas équivalente à celle de l'Etat ou du capital. Non, ce n'est pas la violence des manifestants et des manifestantes qui détermine seule celle de l'Etat. Ceux et celles qui ont fait évoluer le concept de désobéissance civile vers celui de désobéissance civique, que ce soient les écologistes d'Etat comme Noël Mamère, ou les ténors de la Confédération paysanne comme José Bové ou François Dufour, n'ont fait que propager cette désobéissance d'Etat et fait passer la non violence d'une philosophie et d'une tactique à une idéologie.

*« Le risque est grand alors de passer de la désobéissance civile telle qu'elle a pu être défendue par Thoreau ou d'autres, à la désobéissance civique défendue par Bové et certain-es de ses ami-e-s. D'un coté une justification du fait de désobéir, de l'autre la nécessité que cette désobéissance se fasse dans un cadre strict, en ne se soustrayant pas à la répression, en agissant au grand jour pour obliger l'Etat à trancher. C'est ce que l'on peut résumer sous l'appellation de citoyennisme. » **Blocage de train nucléaire de novembre : De la désobéissance à l'idéologie de la désobéissance. Braséro, journal libertaire caennais, Février 2011.***

CAR AUJOURD'HUI COMME HIER LE MAINTIEN DE L'ORDRE ne vise qu'à maintenir un monde. Celui où le nucléaire envahit une presque île, celui qui administre les existences selon les exigences du

<sup>11</sup> D'ailleurs l'histoire est peu connue, mais peu avant sa mort ; face aux menaces qu'il subissait, Luther-King s'était armé. Face à la pression de ses amis activistes il renonça à se protéger de la sorte. Avec le succès que l'on sait.

<sup>12</sup> Leur rapport à la violence n'était d'ailleurs pas uniquement tactique, était également marqué par une conception religieuse. Ce sont souvent également des préceptes religieux qui continuent de marquer nombres de militants et militantes non-violents. A noter en contrepoint, la non-violence libertaire qui reste souvent non religieuse au sens traditionnel du terme malgré les apports d'un Tolstoï, « anarchiste chrétien ».

capital et de l'Etat, celui qui pacifie ou qui frappe selon les besoins du moment, celui qui gère la misère à coup de centre de rétention et de prisons bondées, celui qui aménage des territoires comme il administre des vies : au tractopelle et à la matraque. Lors de la venue du Pacific Fisher, c'était à l'administration d'un monde, dont le flic n'était qu'un agent, que la lutte s'opposait. C'est avec cette disposition à l'insoumission que nous conservons une complicité.

Mais si nous avons de la complicité avec cette époque, nous portons un regard critique avec ce qui s'y jouait déjà en négatif, sur les évolutions qui y traçaient leur chemin. Parce que nous sommes de celles et ceux qui pensent que c'est nécessaire, que la critique fait partie d'un processus de réappropriation de l'histoire séditeuse, d'analyse de la situation présente, et du développement des luttes. Nous l'appliquons aux luttes dans lesquelles nous nous impliquons. Ce qui n'est d'ailleurs pas sans conséquences parfois sur nos relations avec certains compagnons et certaines compagnes de lutte. Nous l'appliquons également à nos propres activités. Ensuite, parce qu'il y a bien des éléments de cette histoire qui méritent d'être critiqués, non pas comme des trahisons ou comme une remise en cause de la sincérité de ces promoteurs mais pour ce qu'ils ont fini par fabriquer. L'arrivée de Greenpeace, de ses stratégies de lutte, la construction de groupes d'activistes séparés des gens susceptibles de lutter, ont fini par alimenter une logique de professionnalisation des pratiques militantes. Nous pensons que d'autres éléments de cette histoire participent également à expliquer les évolutions d'une partie du mouvement antinucléaire par la suite. Sous le poids de ces évolutions, il nous semble qu'une bonne part de celui-ci a rompu avec l'idée de subvertir l'existant et plutôt visé, bon gré, mal gré, à verdir son administration. A l'antinucléaire a succédé l'écologiste de gouvernement, puis l'écocrate aujourd'hui.

Dans sa réponse, Yannick Rousselet n'explique en rien son revirement, ni pourquoi il décide régulièrement de rompre la solidarité élémentaire entre des approches tactiques différentes, dont il vante pourtant les mérites. Il ne nous éclaire pas davantage sur pourquoi il se range du côté du maintien de l'ordre. C'est pourtant le sujet principal, et ce qui a motivé notre lettre ouverte. Son silence là-dessus en dit long... Est-ce devenu tellement évident à Yannick Rousselet de jeter en pâtures à l'ogre médiatico-policière les «*méchants casseurs*» qu'il ne s' imagine même plus devoir rendre quelques comptes ? Est-ce si anodin de jouer le jeu de l'autre côté du tonfa ? C'est là le principal objet de notre détour historique.

Nous avons à ce propos particulièrement apprécié la référence au révisionnisme de notre ami écologiste de la rue de Grenelle<sup>13</sup>. Notre seul révisionnisme évoqué en bonnes et dues formes résidant dans ce wagon non «*couché*» mais «*déraillé*», il est clair que son «*A la différence de vous, ayant moi-même était acteur de celle-ci je peux vous garantir que le "révisionnisme" ne concerne pas seulement l'extrême droite*» est particulièrement odieux. Nous n'épiloguerons pas sur le sujet. Nous confirmerons juste au passage que nous n'avons aucune sympathie pour les thèses révisionnistes dont nous savons qu'elles s'originent en partie chez une frange restreinte de l'ultra-gauche. Nous vomissons pêle-mêle Dieudonné, Faurisson, Soral, la vieille taupe, Guillaume, Rassinier, Skandrani et bien d'autres. D'ailleurs au passage, l'idée qu'être acteur de l'histoire vous permet d'en être un dépositaire fidèle est contredite justement par cette histoire du révisionnisme. Rappelons que c'est en tant que déporté que Rassinier, dans son *Mensonge d'Ulysse*, contredit dans l'après-guerre l'ampleur du génocide juif. Que cette histoire qu'il restitue mensongèrement soit elle-même travaillée par ses relations avec les autorités allemandes dans le camp de Buchenwald, par sa haine des communistes, ne change rien à l'affaire. Elle conserve la légitimité de l'expérience directe chez nombre de négationnistes. Si celui qui écrit l'histoire peut la trahir, celui qui la vit également. Il y a des sujets qu'il est un peu léger d'agiter à tort et à travers dans une période où une nouvelle génération, qui a pignon sur rue, et surtout sur net, en fait son fond de commerce. Le révisionnisme ne peut pas être banalisé.

## Un certain rapport à l'Etat et aux casernes.

<sup>13</sup> En 1968, les accords de Grenelle cherchent à circonscrire la révolte à des revendications salariales. Syndicats, patronat, communistes et appareil gaulliste espèrent à l'époque couper le mouvement «*étudiant*» et lycéen» des masses ouvrières en grève. Les accords sont alors négociés à l'hôtel du Chatelet, rue de Grenelle. Quelques années plus tard, c'est en référence à ces accords de 68, que sous l'impulsion des deux Nicolas, Sarkozy et Hulot, patronat, écologistes, syndicats et Etat négocient le Grenelle de l'environnement.

CE N'EST PAS YANNICK ROUSSELET QUE NOUS ATTAQUONS DANS CE TEXTE – si ce n'était pas lui qui jouait au cogestionnaire, ce serait un autre – mais un rapport particulier à l'Etat. Il ne traverse pas que le rapport aux flics et à la justice, mais également tout l'arsenal de cogestion qu'Etat et nucléaristes n'ont eu de cesse de mettre en place depuis les années 80, notamment sous l'impulsion du pouvoir socialiste, avec l'adhésion active à l'écologisme d'Etat. C'est à cette même époque qu'une partie des antinucléaires ont commencé à parler de lobby nucléaire, soudainement séparé de l'appareil d'Etat qui a pourtant toujours activement soutenu son développement. Aujourd'hui, cette logique qui neutralise la fonction de l'Etat dans les choix nucléaristes a fait son trou. Là encore, le parcours de Rousselet est juste un parfait archétype de ce type d'évolution. Mais il n'est pas seul.

Au détour d'une phrase, Rousselet nous lâche dans la réponse qu'il nous a faite un sacré lapsus : « *Si j'ai bien compris votre lettre, vous avez quelques ennemis sur votre liste: l'ACRO, le GSIEN, Pascal Husting, la FNE, Philippe Chardeur, le HCTISN, Jacky Bonnemains, Monique Séné, etc. Tous des personnes qui se battent depuis des années contre le nucléaire.* » Comme nous ne sommes pas freudiens nous ne concluons pas trop rapidement sur l'aspect révélateur dudit lapsus. Mais nous sommes ravis d'apprendre que le Haut comité à la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire auquel siège tout ce beau monde, mais également les éminents antinucléaires que sont des élus des circonscriptions nucléarisées, des représentants et représentantes d'EDF, de l'ANDRA, d'AREVA, du CEA, il est vrai rebaptisé depuis quelques années Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, sont maintenant des nôtres. Voilà qui est pour nous rassurer.

C'est d'ailleurs bien davantage ce rapport particulier à l'Etat, aux institutions, qui continue de structurer la perception du monde de nombre d'antinucléaires et d'écologistes. C'est là que réside les oppositions. Les critiques que certains ou certaines ont faites sur la forme de notre intervention, ici ou là, masquent souvent la nature plus profonde de ces divergences.

DE NOMBREUSES PERSONNES CONTINUENT DE PORTER CES APPROCHES que l'on pourrait qualifier de citoyennes au cœur des luttes dites de territoires. Et c'est bien là la limites des compositions à l'œuvre sur ces luttes et soutenues par une bonne part de la mouvance radicale. Pour que des approches s'articulent, faut-il encore qu'elles restent solidaires face à l'ennemi commun, qu'elles ne s'opposent pas sur les objectifs et les méthodes. Rousselet, comme d'autres avant lui, rendent à l'occasion de leur dissociation ces antagonismes plus manifestes. Mais il existe mille et une façons plus sournoises pour qu'elles tracent leur sillon.

Lorsque le maire du Chefresne, qui lui n'a jamais dénoncé les « affreux casseurs » présents dans son bois, réduit dans ses interventions médiatiques comme dans son ouvrage *Maire ou terroriste* la lutte à une sorte d'insurrection civique, pour paraphraser l'ineffable Mélenchon. Il en édulcore le contenu et la portée. S'efface alors comme par magie les mille et un boulons qui se desserrèrent sous la lune, les centaines de millier d'euros de dégâts, les anarchistes, insurrectionnalistes et autres révolutionnaires qui peuplèrent son bois. Perdura la division entre le bon maire et celles et ceux qu'il continua de considérer comme ses « administré-e-s ». S'il accueillit des Assemblées anti-THT, il n'en devint pas pour autant l'un des « égaux ». Il entretint son propre rapport à la lutte, aux médias et aux institutions, appela la députée écologiste Attard à visiter avec des journalistes un camp de Montabot encore secoué par le carnage du dimanche matin, et qui s'était pourtant, par choix de ses protagonistes, fermé aux récupérateurs politiques comme aux journalistes. Bref, il prolongea dans la lutte et après celle-ci, avec bonhomie, courage et sincérité, son rôle d'élu. Et sa foi dans une république dévoyée par « l'oligarchie ». Nul étonnement donc à le voir relayer un appel à refonder les valeurs d'une Résistance, dont l'expression politique fut le Conseil National de Résistance qui mit en place le programme atomique français en créant le CEA – entre autres mauvais coups.

L'histoire est loin d'être nouvelle. La campagne contre le génie génétique a été traversée par des contradictions sensiblement identiques qui ont parfois pris un tournant plus radical, à la fois sur les moyens employés et les objectifs. En plein cœur de la lutte contre les OGM, des modes opératoires sont dénoncés par la frange médiatico et institutionnel-compatible de la lutte. Les faucheurs et faucheuses volontaires condamnent les fauchages clandestins et demandent à chaque faucheur et faucheuse de le faire à visage découvert. Des attaques de laboratoires d'Etat sont également condamnées. C'est l'époque où les ténors de la Confédération paysanne, d'ATTAC et des Verts lient

leurs intérêts bureaucratiques, et transforment la désobéissance civile de Thoreau, Gandhi et Lutter King en désobéissance civile, c'est-à-dire soumise aux impératifs citoyens de l'Etat. C'est l'époque où la Confédération paysanne confrontée aux mutations de l'agro-industrie et à la réduction drastique du nombre de petits agriculteurs entame définitivement, suivant le sillon déjà tracé par l'écologie politique, sa mue cogestionnaire.

Trop souvent les luttes dites de territoires ont été vues par quelques urbains radicaux comme des luttes populaires dans lesquelles les antagonismes qui se manifestaient en ville s'envoleraient comme par magie. Plus de conflits de classes, de genre, d'intérêts. La surprise est alors d'autant plus grande lorsque s'expriment des oppositions comme à Roybon ou Sivens. Ces ZAD transposées sur des territoires, comme un mauvais copier-coller d'une expérience de lutte préalable, ne peuvent y soustraire les antagonismes préexistants. L'Etat n'a souvent pas de mal à trouver sur place des complices : les gros propriétaires de la FNSEA, Vinci et les entrepreneurs locaux, des chômeurs, des chômeuses et des précaires à qui l'on promet un emploi etc.

Mais la surprise est également réelle de découvrir qu'au sein même de ces luttes se jouent des confrontations. Nier les antagonismes, masquer les divergences et les conflits, privilégier l'œcuménisme pragmatique, c'est ce qui commence à forger une idéologie que l'on pourrait qualifier de « zadiste ». Pourtant les oppositions d'idées qui traversent les luttes ne sont pas juste des forces stériles, des replis identitaires, des guerres de chapelle. Outre qu'elles peuvent nourrir ces luttes, elles ont souvent des implications pratiques. Comme dans le cas extrême de notre ami Yannick Rousselet et de la « multinationale » pour laquelle il officie.

CE N'EST NI LA SINCÉRITÉ ET LE COURAGE DU SOLDAT YANNICK – surtout celle des débuts – que nous remettons en cause, mais l'armée qu'elle sert. Il y a des guerres qu'il vaut mieux comme les mutins de 14-18 fuir, et des lâchetés toutes raisonnables. Notre CV d'activisme que Rousselet ne manque pas de nous demander afin de l'opposer au sien ne serait en rien un gage de courage. Il faut parfois bien du courage pour avouer sa peur et bien de la peur pour se soumettre avec bravoure à des actions un peu suicidaires. L'activisme, lorsqu'il se fait idéologie, n'a plus d'autres sens que lui-même. Il virilise les relations, les transforme en enjeux stratégiques, assimile craintes et esprit critique en freins, fait l'éloge de la puissance, condamne la faiblesse. Il envisage tout ce qui l'entoure en instruments. Un champ devient un théâtre d'opération, un tracteur une arme, un « *ami* » une ressource, une attention aux autres une équipe de soin ou une conciliation stratégique. Tout ce qui se déploie ressemble alors à s'y méprendre à des casernes. Nous n'entendons pas plus nous soumettre à celles-ci qu'à celles que forgent Etats ou apprentis Etats. Ni plus à celle que bâtit depuis des années la multinationale de l'écologie qu'est devenue Greenpeace<sup>14</sup>, avec ses hiérarchies, ses décisions prises d'en haut, ses jeux complices avec les institutions. Cela ne nous empêchera pas de lutter, voire d'aller faire le coup de poing. Mais en désertant les tentations militaristes.

L'action chez Greenpeace, ce n'est pas tant une réaction d'insoumission qu'une option stratégique qui vise à alerter l'opinion, à influencer les élites qui sont les véritables interlocuteurs, et à valoriser son engagement. En prenant des risques pour lui ou elle-même, l'activiste manifeste de manière spectaculaire son don de soi. Ce mode opératoire offre une plus-value à l'ONG, fait affluer les dons et agit comme un business plan. L'action permet également de minimiser la force d'une critique qui ne peut souvent manifester le même don de soi. Au business plan s'ajoute l'entreprise de communication propagandiste qui vise à réduire toute opposition à néant.

Il n'y a par ailleurs aucune supériorité de l'action ou de la théorie et des rôles que cette division ne manque pas d'attribuer à l'activiste et au théoricien. Il y a la nécessité de dépasser cette division. D'être successivement ou simultanément l'un, l'une ou l'autre. C'est pour sa critique du révolutionnaire professionnel définissant les stratégies adéquates et celles qui sont "contre-productives", que nous avons retenue la citation de Léone dans notre précédent texte. C'est ce rôle qu'accepte d'endosser notre lobby-activiste professionnel.

EN GUISE DE CONCLUSION, certains et certaines ont pris au pied de la lettre et pour une menace

<sup>14</sup> Ni plus avec sa concurrente Sea shepherd qui fait quelques passages du côté de Honfleur. Financée par la si sympathique fondation Brigitte Bardot, elle copie son aînée tant sur les modes opératoires que sur les visées. Et ne semble pas plus se poser de questionnements éthiques.

notre, « mais t'inquiète on ne sera sans doute pas sans se recroiser, nous, "djihadistes verts", face aux armes de la police, toi, militant modèle, entouré de caméras ou sur les plateaux télé. Nous ne sommes définitivement pas du même côté de la barricade, ni de l'écran. Gaffe aux projectiles. ». Il nous semblait superflu de préciser que c'était une image et que lorsqu'on se tient de la sorte au côté des kisdés, on risque juste de prendre une caillasse. Ce sont les risques du métier comme l'on dit. Dans ce genre de circonstances, de l'autre côté de la barricade, on pense davantage à sauver notre peau et celle des encapuchonné-e-s qui nous accompagnent à l'occasion ou à harceler d'autres ennemis plus pressants, qu'à taquiner l'écocrate. Désolé pour les amateurs et les amatrices de western, mais il n'y aura donc pas de règlement de compte à OK Corall.



**Emilie Sievert et Laura Blanchard,**  
Caen, Janvier 2016  
[blanchard.sievert@riseup.net](mailto:blanchard.sievert@riseup.net)

## Réponse de Yannick Rousselet sur une liste de diffusion antinucléaire.

**[Nous la diffusons dans son jus. Sans aucune modification. Comme elle a été écrite, c'est-à-dire comme on écrit sur une liste de diffusion]**

Bonjour à tous,

suite à la relance de la lettre anonyme qui a circulé à mon propos en juin et qui révisait mon histoire dans la lutte antinucléaire et en me "traitant" de cogestionnaire, j'ai finalement décidé de répondre succinctement :

"Chers" Raz Blanchard et Millisievert de Caen ou d'ailleurs.

Quand votre prose a été diffusée en juin 2015, je n'y ai pas répondu considérant celle-ci sans aucun intérêt. Mais, comme vous tenez absolument à faire de la publicité pour celle-ci à l'occasion d'événements d'actualité, j'ai décidé de quand même faire rapidement un ou deux commentaires. Je confirme que votre lettre est cependant plutôt à verser dans la catégorie "comique troupier" bien écrite. Bien écrite comme on peut aussi bien écrire un roman ou un conte. Vous auriez pu commencer par *"Il était une fois dans l'ouest ..."*

Sur la forme:

- se cacher derrière des pseudos afin de soit disant éviter de personnaliser est plutôt comique, c'est surtout et avant tout le signe d'une lâcheté évidente révélant le refus d'assumer ses paroles et ses actes. Quand on donne des leçons aux autres on a au moins le courage de revendiquer à visage découvert ce que l'on dit ou fait. Je vous mets donc au défi aujourd'hui d'oser me dire qui vous êtes. Mais, je ne me fais pas trop d'illusion sur votre courage réel.

- votre texte introductif de Sergio Léon est intéressant parce qu'il est votre exact portrait. En rédigeant des textes non signés (un pseudo n'a jamais été une signature) la masturbation intellectuelle finit par vous faire croire que vous êtes les penseurs du siècle. Dans ce texte il est décrit des personnes qui "savent lire dans les livres", je pense que de fait, c'est votre cas, qui "expliquent" au autres, exactement ce que vous faites, "s'assoient autour d'une table pour bouffer et blablater" tient mais ça vous ressemblent aussi beaucoup ça. Mais où sont les actes, vos actes ? Je pense que même aller poser une bouteille vide sur les rails, ce n'est pas vous, parce qu'il faudrait pour ça agir et pas seulement écrire.

Blablater, en critiquant beaucoup plus ceux qui font leur possible pour arrêter une industrie dangereuse, coûteuse et générant une société policière que de lutter réellement contre celle-ci, semble votre quotidien. A moins que vous me précisiez quelles sont vos actions concrètes contre l'industrie nucléaire. Pour le moment, je ne vois pas lesquelles.

Dans la lettre "ouverte" anonyme dont j'ai eu connaissance et que je n'ai jamais reçu personnellement, vous refaites l'histoire à votre sauce, en citant des sources plus ou moins fiables. A la différence de vous, ayant moi-même été acteur de celle-ci je peux vous garantir que le "révisionnisme" ne concerne pas seulement l'extrême droite. Votre manière d'interpréter les choses est pour le moins "amusante" si l'on peut dire. Vous avez probablement du passer quelques soirées au coin du feu pour refaire l' "H"istoire et vous raconter ou vous faire raconter les légendes de la lutte antinucléaire du Nord-Cotentin.

Si j'ai bien compris votre lettre, vous avez quelques ennemis sur votre liste: l'ACRO, Le GSIEN, Pascal Husting, la FNE, Philippe Chardeur, le HCTISN, Jacky Bonnemains, Monique Séné, etc. Tous des personnes qui se battent depuis des années contre le nucléaire. Mais, peut-être en avez-vous oublié, dans votre lettre il n'y a pas un mot contre AREVA, EDF, ANDRA, CEA, Les républicains, le FN, etc. mais, peut-être que ceux-ci sont plus proches de vous que vos ennemis jurés de la liste des "écocrates".

Dans votre "H"istoire fictive, je revendique quelques faits réels :

-J'ai bien été dès que mon âge l'a permis manifester contre le nucléaire en 1976, j'avais alors 17



ans(marche sur La Hague et manif à Malville l'année d'après).

-j'ai bien milité au sein du CCPAH dès fin 1978 à l'invitation de Norbert Girard.

-J'étais bien, en décembre 1978(Equeurdreville) et janvier 1979 derrière la banderole du CCPAH et sa 2CV aux manifestations avant et à l'arrivée du Pacific Fisher (au passage c'était pas au pluriel les Pacific Fisher, il n'y en a qu'un, mais l'exactitudes des faits n'est pas votre préoccupation)

-J'ai bien adhéré à Greenpeace dès cette époque.

-J'ai bien participé au multiple actions du CCPAH, blocage, affichage, occupation, etc.

-J'ai bien participé à la rédaction d'article de la "Crasse De La Manche" dont j'ai encore tous les exemplaires dans mes archives.

-J'étais bien là au moment où un wagon a été "déraillé" sur le ballast. Pas vous, sinon vous auriez vu qu'il n'a jamais été couché.

-J'étais là quand tout le magasin PTT a été déménagé sur les rails pour empêcher le train nucléaire de passer.

-C'est en 1980, que j'ai fais ma première garde à vue. elle a été suivie de beaucoup d'autres avec perquisitions armes aux poing de la brigade anti-terroriste. Mon compteurs de cellules se compte en jours puis en semaines.

-C'est en 1980 que j'ai utilisé tous mes congés et pris des congés sans solde pour organiser avec le CCPAH le rassemblement anti-nucléaire de Gréville-Hague.

-Comme vous le dites vous même nos actions d'occupations de grues en pleine hivers plusieurs jours, même sous la neige ont eu une grande efficacité. Ces derniers jours présent à Valognes, je me rappelais que j'avais passer 3 jours sur les pont-roulants dans un froid intense pour empêcher le débarquement de déchets allemands.

-Etc.

Mais, je suis certain que Laura (des villes) et Emilie (de vin) pourraient elles aussi nous lister leurs engagements et actions de cette époque... Mais, bon, je ne me souviens pas d'elles...

Un commentaire pour confirmer que j'ai toujours considérer la violence comme une faiblesse et un aveu d'impuissance. Alors oui, quand j'en ai l'occasion je le rappelle à qui veut l'entendre. Chacun peut avoir ça propre méthode de lutte elles sont souvent complémentaires, elles peuvent aussi être très contreproductives. Ce n'est pas parce que Greenpeace revendique la non-violence que je prend cette position, je la revendique personnellement. C'est pour cela que lorsqu'on me demande mon avis sur des événements violents je ne manque pas des condamner la violence dans son ensemble d'où qu'elle viennent et ma première cible est bien l'industrie nucléaire et la forme de société policière qu'elle engendre. Je dis souvent aux médias que même si on me démontrer que le nucléaire n'a pas ce conséquences néfastes sur l'environnement et la santé, je serai quand même opposé à celui-ci parce que le nucléaire est l'énergie d'une société centralisée, productiviste et policière. C'est d'ailleurs, d'abord ces raisons qui ont motivé mon engagement. La matière elle-même utilisée, l'uranium et ses dérivés, ne peuvent survivre que dans un système militarisé.

Enfin dernier point sur lequel nous sommes en désaccord celui de la participation aux "institutions" ou "l'apparition" dans les médias. Je pense sincèrement qu'il faut être dedans et dehors, dedans pour défendre nos arguments et dehors pour entretenir le rapport de force nécessaire. Quand aux médias, malgré leur qualité discutable, elles restent le segment que je considère indispensable pour porter malgré tout notre message. Nous pouvons toujours rester ultra minoritaire à ressasser que nous avons raison, cela ne servira à rien dans les faits. Nous avons besoin du soutien et de la compréhension du monde qui nous entoure.

Sur le reproche qui m'est fait de trop apparaitre dans ces médias et celui du problème de la personnalisation, je ne demande qu'à partager et je suis le premier à proposer d'interroger d'autres personnes ou mouvement. Mais ne seriez-vous pas un peu schizophrènes en disant ça puisque vous refusez de leur parler?

J'aurais encore beaucoup à dire, mais je m'arrêterai là.

Si vous en aviez le courage, faites moi signe on pourrais se parler. Mais, j'en doute fort.

Mais au fait, où étiez vous lors de tous les transport nucléaires qui ont lieu ces derniers mois?  
Si vous voulez vous joindre à nous pour organiser le rassemblement "Anti-EPR et rafistolage" de l'année prochaine vous êtes les bienvenues à visage découvert.

Yannick Rousselet